



Département de l'Ardèche

Arrondissement de Privas

**Nombre de
membres :**
en exercice : 23
présents : 19
votants : 23

**Date de la
convocation :**
21 novembre 2023

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SEANCE ORDINAIRE DU 27 NOVEMBRE 2023

Délibération N° 20231127-02

Le **vingt-sept novembre deux mille vingt-trois**, le Conseil Municipal s'est réuni en session ordinaire, à 19 heures 30, à l'hôtel de ville, sous la présidence de Monsieur Christophe VIGNAL, Maire.

Etaient présents :

Christophe VIGNAL - Marielle DURAND - Gilbert MOULIN - Valérie DUPRE - Pascal RUEL - Cécile MARTIN - Gérard AMBERT - Jean Marc FEOUGIER - Fabien FERRIER - Luc MESEGUER - Cécile FAURE - Patrick HAOND - Pauline MANEVAL - Sébastien CASADO - Guillaume SARTRE - Vasilica POPA - Amélie PERRIN - Angélique MEGNANT - Christelle ARNOL

Etaient excusés et avaient donné procuration : Dominique GERARD à Pascal RUEL - Myriam SALHI à Valérie DUPRE - Valérie MOULIN à Marielle DURAND - Annabelle MOCQUARD à Patrick HAOND

Secrétaire de séance : Marielle DURAND

DROIT DE PREEMPTION URBAIN

23/droit de préemption urbain

Mr le Maire expose au conseil municipal que la législation en matière de droit de préemption donne aux communes la faculté d'instituer un "droit de préemption urbain" sur tout ou partie des zones urbaines (U) ou des zones d'urbanisation future (AU) délimitées par les Plans Locaux d'Urbanisme (PLU).

Ce droit a pour objet de permettre aux communes d'acquérir par priorité les biens mis en vente dans le but de réaliser, pour un motif d'intérêt général, des actions d'aménagement à l'intérieur des périmètres qu'elles auront délimités.

Le Conseil Municipal de Le Pouzin,

VU :

- Le Code de l'urbanisme et notamment l'article L.300-1, les articles L.211-1 et suivants et R.211-1 et suivants,
- Le Plan Local d'Urbanisme approuvé.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré (23 pour, 0 contre, 0 abstention) :

1- Décide d'instaurer le Droit de Préemption Urbain sur l'ensemble des zones urbaines (U) et à urbaniser (AU) définies par le P.L.U.,

Ce droit de préemption sera exercé pour :

- Mettre en œuvre un projet urbain
- mettre en œuvre une politique locale de l'habitat
- organiser la mutation, le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques
- favoriser le développement des loisirs et du tourisme
- réaliser des équipements collectifs ou des locaux de recherche ou d'enseignement supérieur
- lutter contre l'insalubrité et l'habitat indigne ou dangereux,
- permettre le recyclage foncier ou le renouvellement urbain,
- sauvegarder, restaurer ou mettre en valeur le patrimoine bâti ou non bâti,
- de renaturer ou de désartificialiser des sols, notamment en recherchant l'optimisation de l'utilisation des espaces urbanisés et à urbaniser.
- constituer des réserves foncières en vue de la réalisation actions ou d'opérations d'aménagement répondant aux objets précités.

2- La Commune de Le Pouzin est désignée comme bénéficiaire du Droit de Préemption Urbain. Délégation est consentie à Monsieur Le Maire par cette délibération pour exercer au nom de la commune le Droit de Préemption Urbain.

En application de l'article L.2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales, le maire peut au coup par coup, déléguer l'exercice de son Droit de Préemption à l'occasion de l'aliénation d'un bien.

3- Dit que la présente délibération sera affichée en mairie pendant un mois et que mention en sera insérée dans deux journaux diffusés dans le département (article R.211.2 du Code de l'Urbanisme).

4- Dit que la présente délibération sera notifiée à :

- Monsieur le directeur départemental des territoires, service de l'aménagement du territoire,
- Monsieur le directeur départemental des finances publiques,
- Monsieur le président du conseil supérieur du notariat,
- Monsieur le président de la chambre départementale des notaires,
- Monsieur le président du barreau près du tribunal de grande instance,
- Monsieur le greffier du tribunal de grande instance.

5- Dit que la présente délibération sera exécutoire après l'ensemble des formalités de publicité, à savoir :

- Après le premier jour de l'affichage en mairie, qui durera un mois,
- Après parution des insertions dans la presse visées au paragraphe 3 ci-dessus (article R.211-2 du Code de l'Urbanisme),

6- Dit qu'un registre sur lequel seront transcrites toutes les acquisitions réalisées par voie de Préemption, ainsi que l'utilisation effective de ces biens, sera ouvert en mairie et mis à la disposition du public conformément à l'article L.213-13 du Code de l'Urbanisme.

7- Charge Monsieur Le Maire de l'exécution de cette délibération.

*Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an susdits.
Certifié conforme au registre des délibérations.*

Le Maire,



Christophe VIGNAL

**Délibération rendue
exécutoire après :**
Transmission en Préfecture
le : 29/11/2023
Affichage le : 29/11/2023